

SOMMAIRE

LISTE DES ABRÉVIATIONS	9
AVERTISSEMENT	10
INTRODUCTION	13
<hr/>	
PREMIÈRE PARTIE	
LA DIMENSION MATÉRIELLE DU MARCHÉ INTÉRIEUR	21
<hr/>	
CHAPITRE 1 L'UNION DOUANIÈRE EUROPÉENNE	23
<hr/>	
Section 1 Le champ d'application de l'union douanière.....	24
§ 1. Le champ d'application matériel.....	25
§ 2. Le champ d'application territorial.....	26
Section 2 Les conséquences de l'union douanière	27
§ 1. Les conséquences immédiates	27
§ 2. Les conséquences différées.....	28
<hr/>	
CHAPITRE 2 L'ÉLIMINATION DES ENTRAVES DE NATURE PÉCUNIAIRE	29
<hr/>	
Section 1 L'interdiction de toute taxe d'effet équivalent aux droits de douane.....	29
§ 1. La notion de taxe d'effet équivalent	30
§ 2. La distinction des taxes d'effet équivalent et des autres catégories de prélèvements.....	32
A. La distinction avec les redevances.....	32
B. La distinction avec les impositions Intérieures	34
Section 2 L'interdiction de certaines impositions intérieures....	37
§ 1. Les diverses limites à la fiscalité des marchandises	37
§ 2. L'interdiction des impositions discriminatoires	38
A. La notion de similitude des produits.....	38
B. La notion de supériorité des impositions.....	38
§ 3. L'interdiction des impositions protectrices	40

Section 3	Les possibilités d'action reconnues aux États et aux particuliers	41
§ 1.	Le consentement des États à l'harmonisation fiscale	41
A.	L'harmonisation de la taxe sur la valeur ajoutée ..	42
B.	L'harmonisation des droits d'accise.....	44
§ 2.	Le choix par les États d'une politique fiscale.....	47
A.	L'allégement fiscal	47
B.	L'alourdissement fiscal	48
§ 3.	Le droit des particuliers à la répétition de l'indu	49
A.	Les procédures de répétition	50
B.	Le montant de la répétition	51
CHAPITRE 3	L'ÉLIMINATION DES ENTRAVES DE NATURE NON PÉCUNIAIRE	53
Section 1	La notion de mesure d'effet équivalent	53
§ 1.	La définition de principe des mesures d'effet équivalent applicables à l'importation.....	54
§ 2.	La délimitation de la notion de mesures d'effet équivalent applicables à l'importation.....	56
§ 3.	La notion spécifique de mesures d'effet équivalent applicables à l'exportation	64
Section 2	Les limites à l'interdiction des mesures d'effet équivalent	66
§ 1.	Les assouplissements apportés par la jurisprudence Cassis de Dijon.....	68
A.	Le contenu de la notion d'exigence impérative	69
B.	La portée de la notion d'exigence impérative.....	70
§ 2.	Les dérogations admises par l'article 36 du traité FUE (ex-art. 30 TCE).....	71
A.	Les cinq premières raisons justificatives de dérogations	73
B.	La sixième raison : la protection des droits de propriété intellectuelle	77
§ 3.	Les dérogations résultant de principes généraux du droit	82
A.	Le principe de précaution.....	83
B.	Le principe du respect des droits fondamentaux..	84
§ 4.	Les conditions de licéité des mesures nationales restrictives	85
A.	Le défaut d'harmonisation communautaire complète	86
B.	Le caractère non-discriminatoire de la mesure....	89
C.	L'absence de restriction commerciale déguisée...	91
D.	Le respect du principe de proportionnalité.....	91

Section 3	L'action de l'Union contre les restrictions à la libre circulation des marchandises.....	93
§ 1.	L'amélioration des moyens d'information et de contrôle.....	95
§ 2.	Le contrôle des produits introduits à partir d'un autre État membre	98
§ 3.	La normalisation technique	100
A.	La mise en œuvre d'une harmonisation.....	101
B.	La mise en place d'une information mutuelle.....	104

DEUXIÈME PARTIE

LA DIMENSION PERSONNELLE DU MARCHÉ INTÉRIEUR	107
---	-----

CHAPITRE 1	LES BÉNÉFICIAIRES DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION	109
------------	---	-----

Section 1	Les personnes	109
§ 1.	Les personnes physiques.....	109
A.	Les personnes exerçant une activité professionnelle.....	110
B.	Les membres de la famille de la personne exerçant l'activité professionnelle	115
C.	Les personnes non actives	118
D.	Les membres de la famille de la personne non active.....	119
E.	La portée de la citoyenneté européenne	120
§ 2.	Les personnes morales	123
Section 2	Les services	124
§ 1.	Une activité économique	125
§ 2.	La fourniture de prestations contre rémunération.....	125
§ 3.	Un contexte d'extranéité	126

CHAPITRE 2	LA MISE EN ŒUVRE DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION	129
------------	--	-----

Section 1	Les droits reconnus aux bénéficiaires de la liberté de circulation	130
§ 1.	Les droits indépendants d'une activité professionnelle	131
A.	Le droit de déplacement	132
B.	Le droit de séjour	134
§ 2.	Les droits liés à l'activité professionnelle.....	136
A.	Le droit d'accès à l'emploi.....	136

	B. Le droit d'établissement	138
	C. Le droit de libre prestation de services	142
	§ 3. Les droits annexes	147
	A. Le droit de disposer d'un bien immobilier	147
	B. Le droit d'accéder à l'enseignement et à la formation	148
Section 2	Le régime des droits de libre circulation des personnes et des services	151
	§ 1. Le régime des activités salariées	151
	§ 2. Le régime des activités indépendantes	154
	A. Le cadre général de l'action de l'Union	154
	B. Le régime de certaines professions indépendantes	156
	C. L'apport de la directive sur les services dans le marché intérieur	159
	§ 3. Les dispositions communes aux professions réglementées.....	161
	A. Les directives générales de reconnaissance mutuelle des diplômes	162
	B. La directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles.....	163
	§ 4. La dimension fiscale de la libre circulation des personnes.....	167
	A. Les sociétés	168
	B. Les personnes physiques	175
CHAPITRE 3	LES LIMITES À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION	179
Section 1	La soustraction de certaines activités professionnelles à la liberté d'accès	179
	§ 1. La soustraction des emplois dans l'administration publique	180
	§ 2. La soustraction des activités participant à l'exercice de l'autorité publique.....	182
Section 2	L'application de dispositions nationales fondées sur l'intérêt général.....	184
	§ 1. Le cas de la fraude à la loi.....	185
	§ 2. L'admission de raisons impérieuses d'intérêt général.....	186
	A. Des impératifs légitimes.....	186
	B. Le jeu des impératifs légitimes en matière de libre prestation de services	188

	C. Le jeu des impératifs légitimes en matière de droit d'établissement	192
	D. Le jeu des impératifs légitimes en matière de libre circulation des travailleurs	195
	E. La codification des justifications invocables dans la directive sur les services dans le marché intérieur	195
Section 3	L'invocation des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique	196
	§ 1. Les justifications des mesures restrictives	197
	A. Les caractères communs aux justifications admises.....	197
	B. Les caractères propres aux diverses justifications admises.....	198
	§ 2. Le régime des mesures restrictives.....	201
TROISIÈME PARTIE		205
CHAPITRE UNIQUE		
	LA DIMENSION FINANCIÈRE DU MARCHÉ INTÉRIEUR.....	207
Section 1	La mise en œuvre de la libre circulation des capitaux	208
	§ 1. Une libération progressive.....	208
	§ 2. La consécration d'une libération complète	210
	A. La libération consacrée par la directive de 1988..	210
	B. La libération parachevée par le traité de Maastricht	211
	C. Les apports procéduraux du traité de Lisbonne.....	214
	§ 3. Les droits maintenus au profit des États	215
	A. La réserve de compétence nationale.....	216
	B. Le recours aux exigences impérieuses d'intérêt général	218
Section 2	Le régime des services financiers	223
	§ 1. Le secteur bancaire	224
	A. Les principes régissant l'accès et l'exercice de l'activité bancaire	225
	B. L'harmonisation des opérations et services bancaires	226

§ 2. Le marché boursier et les valeurs mobilières	227
A. La réglementation applicable aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et aux entreprises d'investissement	228
B. La réglementation relative au fonctionnement du marché boursier	229
§ 3. L'activité d'assurance	230
§ 4. Les services de paiement	232
<hr/>	
BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE	234
<hr/>	
INDEX ALPHABÉTIQUE	235
<hr/>	